

Pourquoi François Hollande reste prisonnier de la hausse des impôts qui paralyse les forces vives du pays



Le Président multiplie les cadeaux fiscaux bien ciblés mais concernant de nombreux bénéficiaires et il s'arrange pour reporter à 2017 voire 2018 l'impact que ces mesures auront sur les finances publiques, laissant ainsi aux successeurs le soin de déminer les pièges qui leur ont été tendus. De même il surestime le niveau de la croissance à l'inverse de ce que prévoient la majorité des experts.

Avec Michel
Garibal

Tous les spécialistes le reconnaissent : le projet de budget établi par le ministre des Finances, Michel Sapin, est un modèle de ce que peuvent produire les ateliers de Bercy. Mais un modèle de tromperie et d'hypocrisie, aux antipodes de la vérité que réclament les Français. Le gouvernement devait surmonter deux obstacles : afficher un déficit inférieur à 3% comme il s'y était engagé pour ne pas attirer les foudres de Bruxelles, présenter un budget qui n'entraîne pas une réprobation de l'électorat de gauche et puisse même attirer les suffrages de certains centristes. Pour ce faire, il multiplie les cadeaux fiscaux bien ciblés mais concernant de nombreux bénéficiaires et il s'arrange pour reporter à 2017 voire 2018 l'impact que ces mesures auront sur les finances publiques, laissant ainsi aux successeurs le soin de déminer les pièges qui leur ont été tendus. De même il surestime le niveau de la croissance à l'inverse de ce que prévoient la majorité des experts.

Une chose est sûre : tous les projets de réforme sont abandonnés. On va expédier les affaires courantes sur fond de constat désolant : l'échec d'une politique fiscale caractérisée par l'alourdissement sans précédent des impôts. Le poids des prélèvements, reste supérieur de deux points à 44,2% du produit intérieur brut à ce qu'il était au début du quinquennat, dépassant dans tous les domaines la moyenne européenne. Alors que nos principaux partenaires s'orientent vers une baisse sensible des impôts, il n'a pas réussi à dégager plus d'un milliard d'euros d'allègements, sous peine de dépasser le plafond de 3%. Il n'a pas profité d'une conjoncture exceptionnellement favorable : la chute du pétrole (amoindrie sur le plan intérieur au niveau du consommateur par un relèvement des taxes), l'effondrement des taux d'intérêt qui devait faciliter la réduction de la dette, alors que celle-ci frôle cent pour cent du PIB.

De façon démagogique, le gouvernement a fait sortir de l'impôt sur le revenu une majorité de Français, ce qui n'a pas empêché le produit de l'IRPP de passer de 50 milliards d'euros en 2011 à 70 milliards en 2015, avec une progressivité vertigineuse qui touche la minorité la plus productive du pays, dont la situation fiscale devient intolérable. Il a opéré un transfert sur les collectivités locales, ce qui fait monter le prix des services que celles-ci rendent en matière de crèches, cantines ou autres prestations sociales.

Le gouvernement clame qu'il a agi au nom de la justice sociale, en rééquilibrant le poids de l'impôt sur les plus riches. En réalité, il a sanctionné le travail et le risque, conduisant à démotiver les énergies, quand elles n'étaient pas incité à quitter le pays, et en favorisant la nonchalance de tous ceux qui bénéficient de prestations ou d'aides sans contrepartie, contribuant ainsi à la régression de l'esprit d'initiative. La conséquence est là. La croissance est au point mort, le chômage ne diminue pas, tandis que les familles les plus actives ont du mal à joindre les deux bouts. Ce qui n'empêche pas le président de la République de vouloir se représenter pour

perpétuer une situation fondée sur l'immobilisme et le statu quo, dont il se satisfait malheureusement pleinement pour lui-même.